

WORLD HEALTH
ORGANIZATION



ORGANISATION MONDIALE
DE LA SANTÉ

B. P. 1899
LEOPOLDVILLE
République du Congo
Adresse Télégraphique : Unisanté, Léopoldville

Ref: A3/1/3

CONFIDENTIEL

A : Monsieur J.M. Saunders, Chef adjoint des services
administratifs (Opérations civiles)

De : P.J.M. Carvin, Administrateur

Objet: Sécurité des médecins de brousse

...

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint un mémorandum très important reçu de notre représentant à Stanleyville.

Nous soutenons totalement son point de vue, qui est conforme à l'esprit de nos discussions au sein du groupe de travail au sujet de la sécurité du personnel.

Il a été, par ailleurs, convenu avec Monsieur Armstrong, Directeur de la Division du Personnel et Gestion administrative du Siège, lors de sa récente visite, qu'en aucun cas nous ne devons créer la panique ou une tension d'esprit inutilement. Nous devons simplement nous organiser pour être prêt à intervenir le cas échéant.

Nous vous serions reconnaissant de bien vouloir demander à Monsieur Hobisch de n'intervenir qu'avec l'assentiment de notre représentant qui recevra des instructions précises du Représentant en Chef de l'OMS. Tous nos conseillers de zone sont d'ailleurs convoqués pour le 20 mai prochain à Léopoldville, et les questions de sécurité feront partie des discussions prévues.

...

P.J.: Mémo du Dr Delcos, 5.5.64

cc: Dr J. Delcos, Stanleyville

40-09

File
no action
Discussed with Delcos

MAY 13 1964

ACTION

le 11 mai
P 24/1

TO:	Saunders
1	
2	
1964	
<input type="checkbox"/>	- Action Completed
<input type="checkbox"/>	- Action Wanted
<input type="checkbox"/>	- No Action Required
IN	AS

MEMORANDUM

From Dr. J. DELCOS

To Docteur BELLEIVE

Date 3 MAI 1964

Attention :

Our ref. MEMOSTAN 230

Subject Sécurité des médecins de brousse.

CONFIDENTIEL

Your ref.

Monsieur ROBISCH, notre Administrateur, nous a fait part de certaines directives qu'il a reçu de Léopoldville concernant la sécurité.

Il nous a conseillé de demander aux médecins de brousse quelles sont les possibilités de contact par radio qui existent dans leur secteur (radio amateur, sociétés, missions, ou gouvernement).

Avant de lancer cette enquête, je tenais à avoir votre autorisation et à vous soumettre mon opinion :

- 1°) La condition réelle et essentielle de la sécurité pour le médecin de brousse est la possession d'un bon véhicule et d'une réserve d'essence suffisante.
- 2°) Si nous lançons une enquête de ce genre, nous allons favoriser un climat d'inquiétude dont pourront bénéficier certains agents qui ne manqueront pas, spontanément et sans raison, de venir se " mettre à l'abri " à Stanleyville.
- 3°) Si je me réfère à des souvenirs personnels (Lulumbourg Novembre 1961), les postes émetteurs de radio non officiels sont très mal considérés par l'ANG où sévit souvent " l'espionnage ".

J'ignore si des éléments nouveaux permettent de croire à un péril imminent, mais ne serait-il pas plus sage de voir les médecins au fur et à mesure de leur venue à Stan et de faire cette enquête de vive voix plutôt que par une note officielle écrite ?.

CIVOPS-789/64

1e 29 avril 1964

Monsieur le Premier Ministre,

Voilà bientôt quatre ans que l'OMS travaille en étroite collaboration avec votre Gouvernement au maintien des services médicaux essentiels grâce aux membres de l'équipe opérationnelle et à la réorganisation des structures du Ministère de la Santé du Gouvernement Central et des Ministères Provinciaux, avec le concours de l'équipe consultative. Si les résultats ne sont pas absolument à la mesure de l'effort déployé et des sacrifices consentis, les jalons qui ont été posés permettent toutefois de regarder l'avenir avec foi.

Au mois d'octobre de l'année dernière, dans une lettre adressée au Secrétaire général des Nations Unies par le Dr. Candau, Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Santé, après avoir passé en revue la situation médicale des trois précédentes années et indiqué les mesures prises, il lui proposait de donner son accord à un plan de retrait progressif des techniciens de l'équipe opérationnelle, calculé aussi strictement que possible sur le nombre des médecins congolais qui seraient formés soit à l'étranger, soit au Congo jusqu'en 1970.

Pour votre complète information j'ai l'honneur, Excellence, d'extraire de cette correspondance les deux tableaux suivants:

Nombre de médecins congolais disponibles

Année	de stage à l'étranger	de Levanium	Total par an	Total cumulatif
1961	-	2	2	2
1962	-	2	2	4
1963	-	3	3	7
1964	59	3	62	69
1965	54	3	57	126
1966	16	3	19	145
1967	5	8	13	158
1968	10	14	24	182
1969	1	21	22	204
1970	-	40	40	244

Son Excellence
 Monsieur Cyrille Adoula
 Premier Ministre
 Léopoldville

Réduction proposée du personnel du projet 40-10
(Service de Santé publique)

Année	Médical	Paramédical et autre personnel auxiliaire	Total	Pourcentage de réduction des 200 postes approuvés pour l'année 63
1963	166	34	200	-
1964	155	25	180	10 %
1965	110	15	125	37.5 %
1966	95	10	105	47.5 %
1967	87	8	95	52.5 %
1968	62	8	70	65 %
1969	45	5	50	75 %
1970	5	5	10	95 %

Jusqu'à cette date ce programme a été financé par les pays contributeurs amis du Congo, pour la portion des dépenses faites en dollars.

Les médecins travaillent sur la base d'un contrat d'un an renouvelable. Les contrats d'une bonne partie de nos meilleurs praticiens arrivent ces jours ci à expiration, alors que les promesses et les contributions reçues jusqu'à cette date ne permettent pas de garantir les salaires de ces professionnels au delà du 31 décembre 1964.

Si une solution urgente n'était trouvée à ce problème, le départ massif des cadres médicaux des provinces et de certains services à Léopoldville de ce personnel essentiel créerait une situation extrêmement regrettable, aggravée du fait que le recrutement de nouveaux médecins deviendrait plus que difficile même si un peu plus tard les sommes nécessaires étaient mises à notre disposition, sans parler du coût excessif de l'opération.

De plus, on perdrait le bénéfice du transfert harmonieux et ordonné des responsabilités actuellement en cours, des médecins étrangers aux médecins congolais.

C'est pour éviter une telle éventualité que je viens proposer à votre Excellence de considérer la possibilité de garantir les devises nécessaires au paiement des membres de l'équipe opérationnelle jusqu'à concurrence d'une somme d'environ 1.800.000 dollars au cas où les contributions reçues pour l'année 1965 se révéleraient insuffisantes.

Il reste entendu que les salaires des membres de l'équipe consultative sont garantis par le budget régulier de l'OMS et les fonds de l'assistance technique.

../..

Cet arrangement ne diffère en rien de celui déjà accepté par le Gouvernement congolais en faveur des professeurs de l'UNESCO.

Monsieur le Ministre de la Santé qui a été consulté par le Représentant en Chef de l'OMS a donné son accord à cette proposition.

Veuillez agréer, Excellence, l'expression de ma très haute considération.

Le Chef des Opérations civiles

B.P. Oserio-Tafall

ACTION	
CIVILIAN MILITARY	
19	48Y09

120/1/3 STAN
Mr. Saunders

MISCSTAN 99

ONUC STANLEYVILLE 9MAY 07.05Z



ONUC LEOPOLDVILLE

:CIVADM 227 URGENT

SAUNDERS FROM HOFISCH STOP FOR YOUR INFORMATION AND EVENTUAL
ACTION HERE TEXT CABLE SENT BY DR DELCOS D EEE DELCOS TO
MR FELLERIVE QUOTE STANOMS 99 STOP TOUTE ACTIVITE MEDICALE
SUSPENDUE MEME SERVICE DE GARDE NE PEUT ETRE MAINTENU TOUTES
LES INSTALLATIONS MEDICO-CHIRURGICALES ETANT FERMEES STOP
AVANT DETERIORATION TOTALE DE LA SITUATION ET PL EEE SITUATION
ET POLITISATION COMPLETE DU MOUVEMENT VOUS PRIE INTERVENIR
AUPRES MINISTRE SANTE POUR FAIRE DILIGENTER ENVOI PAR LE
GOUVERNEMENT CENTRAL DES SOMMES SERVANT A PAYER LES ARRIERES
RECLAMES " UNQUOTE ",

WORLD HEALTH
ORGANIZATION



ORGANISATION MONDIALE
DE LA SANTÉ

B. P. 1899
LÉOPOLDVILLE
République du Congo

2 mai 1964

40-09

✓
40-09

T. GILPIN

~~J. Sanders~~

gs 2/v

Mr. Pickles

~~To see~~

With the compliments
of the
Senior WHO Representative

Mr. Belliard

Registry

Avec les compliments
du
Représentant en chef de l'OMS

85755

Monsieur Osorio-Tafall
Chef des Opérations Civiles
ONUC

1er mai 1964



Ministère de la Santé Publique

Secrétariat Général à la Santé

Département

N° 1250

Note à l'attention de Monsieur le Premier Ministre

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, sous ce couvert, l'original de la lettre que M. Osorio-Tafall, Chef des Opérations Civiles de l'ONUC, m'a prié de vous transmettre. Je m'empresse de vous informer que j'en approuve entièrement le contenu.

Les services administratifs et techniques de mon Département qui me renseignent sur l'évolution de la situation médicale dans le pays donnent aussi par l'intermédiaire du Secrétaire général leur complet accord.

Je reste à votre disposition pour vous fournir Monsieur le Premier Ministre tous les renseignements complémentaires que vous pourriez désirer.

Alexandre MAHAMBA
Ministre

File WHO

40 - 09

CH/dap

CIVOPS-789/64

le 29 avril 1964

Monsieur le Premier Ministre,

Voilà bientôt quatre ans que l'OMS travaille en étroite collaboration avec votre Gouvernement au maintien des services médicaux essentiels grâce aux membres de l'équipe opérationnelle et à la réorganisation des structures du Ministère de la Santé du Gouvernement Central et des Ministères Provinciaux, avec le concours de l'équipe consultative. Si les résultats ne sont pas absolument à la mesure de l'effort déployé et des sacrifices consentis, les jalons qui ont été posés permettent toutefois de regarder l'avenir avec foi.

Au mois d'octobre de l'année dernière, dans une lettre adressée au Secrétaire général des Nations Unies par le Dr. Candau, Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Santé, après avoir passé en revue la situation médicale des trois précédentes années et indiqué les mesures prises, il lui proposait de donner son accord à un plan de retrait progressif des techniciens de l'équipe opérationnelle, calculé aussi strictement que possible sur le nombre des médecins congolais qui seraient formés soit à l'étranger, soit au Congo jusqu'en 1970.

Pour votre complète information j'ai l'honneur, Excellence, d'extraire de cette correspondance les deux tableaux suivants:

Nombre de médecins congolais disponibles

Année	de stage à l'étranger	de Levaniun	Total par an	Total cumulatif
1961	-	2	2	2
1962	-	2	2	4
1963	-	3	3	7
1964	59	3	62	69
1965	54	3	57	126
1966	16	3	19	145
1967	5	8	13	158
1968	10	14	24	182
1969	1	21	22	204
1970	-	40	40	244

San Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre
Léopoldville

..//..

Réduction proposée du personnel du projet 40-10
(Services de Santé publique)

Année	Médical	Paramédical et autre personnel auxiliaire	Total	Pourcentage de réduction des 200 postes approuvés pour l'année 61
1963	166	34	200	-
1964	155	25	180	10 %
1965	110	15	125	37.5 %
1966	95	10	105	47.5 %
1967	87	8	95	52.5 %
1968	62	8	70	65 %
1969	45	5	50	75 %
1970	5	5	10	95 %

Jusqu'à cette date ce programme a été financé par les pays contributeurs amis du Congo, pour la portion des dépenses faites en dollars.

Les médecins travaillent sur la base d'un contrat d'un an renouvelable. Les contrats d'une bonne partie de nos meilleurs praticiens arrivent ces jours-ci à expiration, alors que les promesses et les contributions reçues jusqu'à cette date ne permettent pas de garantir les salaires de ces professionnels au delà du 31 décembre 1964.

Si une solution urgente n'était trouvée à ce problème, le départ massif des cadres médicaux des provinces et de certains services à Léopoldville de ce personnel essentiel créerait une situation extrêmement regrettable, aggravée du fait que le recrutement de nouveaux médecins deviendrait plus que difficile même si un peu plus tard les sommes nécessaires étaient mises à notre disposition, sans parler du coût excessif de l'opération.

De plus, on perdrait le bénéfice du transfert harmonieux et ordonné des responsabilités actuellement en cours, des médecins étrangers aux médecins congolais.

C'est pour éviter une telle éventualité que je viens proposer à votre Excellence de considérer la possibilité de garantir les devises nécessaires au paiement des membres de l'équipe opérationnelle jusqu'à concurrence d'une somme d'environ 1.800.000 dollars au cas où les contributions reçues pour l'année 1965 se révéleraient insuffisantes.

Il reste entendu que les salaires des membres de l'équipe consultative sont garantis par le budget régulier de l'OMS et les fonds de l'assistance technique.

..//..

Cet arrangement ne diffère en rien de celui déjà accepté par le Gouvernement congolais en faveur des professeurs de l'UNESCO.

Monsieur le Ministre de la Santé qui a été consulté par le Représentant en Chef de l'OMS a donné son accord à cette proposition.

Veuillez agréer, Excellence, l'expression de ma très haute considération.

Le Chef des Opérations civiles

B.F. Ocarie-Tafall

CIVOPS-789/64

le 29 avril 1964

Monsieur le Premier Ministre,

Voilà bientôt quatre ans que l'OMS travaille en étroite collaboration avec votre Gouvernement au maintien des services médicaux essentiels grâce aux membres de l'équipe opérationnelle et à la réorganisation des structures du Ministère de la Santé du Gouvernement Central et des Ministères Provinciaux, avec le concours de l'équipe consultative. Si les résultats ne sont pas absolument à la mesure de l'effort déployé et des sacrifices consentis, les jalons qui ont été posés permettent toutefois de regarder l'avenir avec foi.

Au mois d'octobre de l'année dernière, dans une lettre adressée au Secrétaire général des Nations Unies par le Dr. Candau, Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Santé, après avoir passé en revue la situation médicale des trois précédentes années et indiqué les mesures prises, il lui proposait de donner son accord à un plan de retrait progressif des techniciens de l'équipe opérationnelle, calculé aussi strictement que possible sur le nombre des médecins congolais qui seraient formés soit à l'étranger, soit au Congo jusqu'en 1970.

Pour votre complète information j'ai l'honneur, Excellence, d'extraire de cette correspondance les deux tableaux suivants:

Nombre de médecins congolais disponibles

Année	de stage à l'étranger	de Levanium	Total par an	Total cumulatif
1961	-	2	2	2
1962	-	2	2	4
1963	-	3	3	7
1964	59	3	62	69
1965	34	3	37	126
1966	16	3	19	145
1967	5	8	13	158
1968	10	14	24	182
1969	1	21	22	204
1970	-	40	40	244

Ben Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre
Léopoldville

..//..

Réduction proposée du personnel du projet 40-10
(Service de Santé publique)

Année	Médical	Paramédical et autre personnel auxiliaire	Total	Pourcentage de réduction des 200 postes approuvés pour l'année 63
1963	166	34	200	-
1964	159	25	180	10 %
1965	110	15	125	37.5 %
1966	95	10	105	47.5 %
1967	87	8	95	52.5 %
1968	62	8	70	65 %
1969	45	5	50	75 %
1970	5	5	10	95 %

Jusqu'à cette date ce programme a été financé par les pays contributeurs amis du Congo, pour la portion des dépenses faites en dollars.

Les médecins travaillent sur la base d'un contrat d'un an renouvelable. Les contrats d'une bonne partie de nos meilleurs praticiens arrivent ces jours-ci à expiration, alors que les promesses et les contributions reçues jusqu'à cette date ne permettent pas de garantir les salaires de ces professionnels au delà du 31 décembre 1964.

Si une solution urgente n'était trouvée à ce problème, le départ massif des cadres médicaux des provinces et de certains services à Léopoldville de ce personnel essentiel créerait une situation extrêmement regrettable, aggravée du fait que le recrutement de nouveaux médecins deviendrait plus que difficile même si un peu plus tard les sommes nécessaires étaient mises à notre disposition, sans parler du coût excessif de l'opération.

De plus, on perdrait le bénéfice du transfert harmonieux et ordonné des responsabilités actuellement en cours, des médecins étrangers aux médecins congolais.

C'est pour éviter une telle éventualité que je viens proposer à votre Excellence de considérer la possibilité de garantir les dépenses nécessaires au paiement des membres de l'équipe opérationnelle jusqu'à concurrence d'une somme d'environ 1.800.000 dollars au cas où les contributions reçues pour l'année 1965 se révéleraient insuffisantes.

Il reste entendu que les salaires des membres de l'équipe consultative sont garantis par le budget régulier de l'OMS et les fonds de l'assistance technique.

..//..

Cet arrangement ne diffère en rien de celui déjà accepté par le Gouvernement congolais en faveur des professeurs de l'UNESCO.

Monsieur le Ministre de la Santé qui a été consulté par le Représentant en Chef de l'OMS a donné son accord à cette proposition.

Veuillez agréer, Excellence, l'expression de ma très haute considération.

Le Chef des Opérations civiles

B.F. Ossorio-Tafall

40-29

L-201/64

25 April 1964

To: Dr. Ralph J. Bunche
Under-Secretary in charge of Civilian
Operations in the Congo

From: E. F. Gilpin
Deputy Chief, Civilian Operations, ONUC

Subject: Report of WHO adviser on administration

..... Attached for your information is a copy of the latest report (dated 13 April 1964) by Mr. Seve Axell, the WHO adviser on administration to the Ministry of Health. This gives a considerably more encouraging picture than his previous reports.



APR 18 1964



ACTION

REF. P6/61/4

TO: *Saunders*
1
2
3
☐ A. C. M. led
☐ A. M. led
☐ No Action Required
INITIAL

14 April 1964

To : M. J.M. Saunders, Deputy Chief Adm. Officer, Civ. Oper.
From : P.J.M. Carvin, Adm. Officer, Léo
Subject : Programme Co-ordination and Administrative Support
Budget, 1964 - Personnel Costs

I acknowledge receipt of your circular-letter dated
31 March 1964 on the above mentioned subject.

Herewith below you will find our minimum and indispensable
needs for our direct administrative support for 1964 :

WHO Representation in the Congo

WHO HQS Post 70.2	Senior A.O.	Mr P. Carvin	P.3
" " " 70.3	A.O.	Mr H. Tomyska	P.2
" " " 70.5	Pers. Assiat.	Mrs E. Galatius	G.4
" " " 70.6	Adm.S.O. Clerk	Mrs M. Aebischer	G.4
" " " 70.4	Registry Clerk	Miss de Lafontaine	G.4
" " " 70.7	Secretary to the Senior WHO Repr.	Miss A. Marchon	G.4
" " " 70.1	Secretary to the Asst.S. WHO Repr.	Miss M. Terzian	G.4

Advisory Group

ONUC Post No. 2 PSL 3

Secretary to the Hospital Administrator
in charge of the national Hosp. Adm. School -

Miss Prud'hom

ONUC Local Personnel

Shorthand typist to the Interprovincial
Zone Adviser, Léo

M. M. Piana

L.5

ONUC Local Personnel

Shorthand typist to the Interprovincial
Zone Adviser, Stanleyville

Mrs Mukenge

L.5

ONUC Local Personnel

Sherthand typist to the Interprovincial Zone
Adviser, Elisabethville (on recruitment)

L.5

ONUC Local Personnel

Sherthand typist to the Interprovincial Zone
Adviser, Coquilhatville (on recruitment)

L.5

ONUC Local Personnel

Sherthand typist to the Interprovincial Zone
Adviser, Luluabourg (open, will not be requested
if local secretarial assistance continue to be
provided)

L.5

ONUC Local Personnel

Sherthand typist to the Interprovincial Zone
Adviser, Bukavu (open, will not be requested if
local secretarial assistance continue to be
provided)

L.5

ONUC Local Personnel

One messenger

L.4

ONUC Local Personnel

16 drivers

L.3

ONUC Local Personnel

one secretary (to be employed alternatively in period
of crisis)

L.6

We have no post in this category reimbursable on our own
funds neither do our HQS intend to absorb one or several.

Regarding the provisions for 1965 we are not yet in a position
to appraise our needs which will depend on the number of posts
approved both in the advisory group and in the operational group.

* Considered as period of crisis the fact that two secretaries are
on authorized leave, sick leave or maternity leave.

Le Chef Adjoint des Opérations Médicales
M. A. Elpin

40-09

Référence :

CA 113/04/Léo

OPMR 1 - 2

Léopoldville, le 13 avril 1964

Premier rapport trimestriel

janvier - avril 1964

présenté par

Seve Axell, OMS,

Conseiller administratif

auprès du

Ministère central de la Santé publique

Léopoldville

1. Approvisionnement en médicaments, produits pharmaceutiques et matériel sanitaire.

A. Quotas d'importation

Nous référant au quatrième rapport trimestriel de 1963, paragraphes 1.A et B, nous sommes heureux de constater que, grâce au patronage du Premier Ministre et aux recommandations du Ministre de la Santé publique basées sur les conclusions dudit rapport, une intervention favorable et rapide a été faite en faveur du Dépôt central médical et pharmaceutique (ci-après dénommé DCMP). Grâce aussi à une coordination parfaite des autorités du Service de l'octroi - Bureau de Coordination économique au Cabinet du Premier Ministre, Ministère de l'Economie nationale, Ministère du Plan et du développement industriel et Conseil monétaire - le DCMP était déjà assuré en février de recevoir en 1964 la contrevaletur de FC en devises de 400 millions de FC pour des médicaments et de 100 millions de FC pour l'entretien et les nouvelles acquisitions de matériel scientifique et chirurgical.

B. Contrevaletur des quotas accordés en 1963 et 1964

Même si les quotas (allocations en devises étrangères) sont suffisants pour les besoins du DCMP, les opérations d'achat sont impossibles à réaliser sans la disponibilité en argent liquide. En raison d'une pénurie à cet égard, une partie de quota pour 1963 n'a pas pu être utilisée. En février 1964, il était indispensable de trouver environ Fr 300 millions comme contrevaletur des devises mises à la disposition du DCMP en 1963 pour le premier semestre 1964. Cet obstacle a pu être surmonté grâce à des rencontres entre les Ministres des Finances et de la Santé publique; les recommandations faites dans ledit rapport ont été exécutées en principe et l'on a avancé au DCMP Fr 300 millions avec la promesse d'une autre avance pouvant aller jusqu'à Fr 150 millions, si nécessaire, pour les opérations d'achat dans le cadre des quotas accordés en 1963 et 1964.

ANALYSE

Nous sommes heureux de constater que, pour la première fois depuis l'Indépendance, nous avons reçu des quotas suffisants pour les besoins actuels du Congo. Si nous pouvons maintenir cette attribution, il y a lieu d'envisager l'avenir avec un certain optimisme.

2. Tournée d'inspection

Le Conseiller interprovincial en Santé publique, délégué dans les provinces du Kongo Central, du Kwango et de Maindombe et dans la région de Kimvula, ainsi que le Conseiller administratif, ont fait une tournée d'inspection du 23 au 27 mars 1964 dans la province du Kongo Central pour étudier la situation médicale et administrative dans les hôpitaux de Matadi, Boma, Thysville, Kangu, Lukula, Tshela, Lembe, Kizu, Temvo, Sonabata et Kimpese et le dispensaire du Haut-Commissariat d'Inga.

3. Le Conseiller administratif a été invité à donner des conférences au Cours avancé du Centre de formation pour l'éradication du paludisme à Lagos (Nigeria), du 4 au 10 mars 1964. Un résumé des cours qu'il a donné ainsi qu'un système de classification se trouvent dans les rapports appropriés.

4. La commission pour les importations pharmaceutiques a été suspendue par le Ministre de la Santé publique jusqu'à nouvel ordre.

5. Le Conseiller administratif a élaboré les rapports suivants au premier trimestre 1964:

1/ "Tournée d'inspection au Kwilu et au Kwango",

2/ "Sample tests of the epidemiological situation in the Congo (Léopoldville) at the end of 1963 and an introduction to a programme for 1964 to re-introduce part of the campaign and control measures in force before the Independence".


(signé) Seve Axell

CP-155/64

6 April 1964

Dear Mr. Smith,

.....

Attached, in duplicate, is sub-allotment advice in respect of the 1964 programme administered by your Organisation for the period 1 January - 30 June 1964.

Sub-allotments to cover costs, if any, to be financed from the Congo Fund, will be issued only as and when funds become available.

I am sure that you have already received instructions, direct from TAB Headquarters concerning the accounting arrangements for EPTA funds (including contingency grants by the Executive Chairman from the U.C.R. Fund), since for all such funds we establish a zero-allotment.

Detailed advice will follow on the procedure to be applied in accounting for the funds allotted.

Yours sincerely,

John E. Saunders
Deputy Chief Administrative Officer
(Civilian Operations)

Mr. Ted Smith
Chief of Finance Division
World Health Organisation
Geneva, Switzerland

cc: Mr. P. Nien (NY)
Mr. A. Bellocchio, Chief, WHO Mission, Congo

AGENCY: World Health Organization

SUB-ALLOTMENTS FOR 1964 TECHNICAL ASSISTANCE PROGRAMME
FOR THE PERIOD 1 JANUARY TO 30 JUNE 1964
PROJECT 40-10 (PUBLIC HEALTH SERVICES)

Post Title	No. of Experts		Duration Per expert (months)	\$ Amount Sub-allotted	Source of Financing	
	Posts Filled	Posts Vacant				
Doctors - Filled posts	126	-	6	730,000	Congo	Fund
Doctors - Vacant posts	-	17	-	-	"	"
Sanitarians	5	-	6	21,000	"	"
Pharmacists	4	-	6	19,200	"	"
Lab. Technicians	2	-	6	7,200	"	"
Dentists	2	-	6	9,600	"	"
Microbiologists	4	-	6	20,000	"	"
Biochemists	2	-	6	8,400	"	"
Anaesthetists	2	-	6	9,900	"	"
Medical accountant	-	1	3	4,300	"	"
Radiographer	1	-	6	3,500	"	"
Hospital Administrator	1	-	5	6,000	"	"
X-Ray Technicians	2	-	6	8,400	"	"
Nurses	2	-	6	8,200	"	"
Lovanium Teaching Staff	7	-	6	36,000	"	"
	<u>160</u>	<u>18</u>		891.700		
Miscellaneous Oper. Costs				<u>8,300</u>		
				<u>900,000</u>		

N.B. No sub-allotment for the 17 DMO vacant posts has been established since your Leopoldville office has reckoned that no recruitments are anticipated during the first semester of 1964.

cc: Dr. A. Bellerive, OMS
Mr. P.C.J. Kien, Chief, Accounts Division, N.Y.

SUB-ALLOTMENTS FOR 1964 TECHNICAL ASSISTANCE PROGRAMME FOR
THE PERIOD 1 JANUARY TO 30 JUNE 1964 PROJECT NO. 40-09
(ADVISORY HEALTH SERVICES AND TRAINING)

POST TITLE	No. of Experts		Duration Per Expert (Months)	\$ Amount Sub-Allotted	Source of Financing
	Posts Filled	Posts Vacant			
<u>Expert Advisory</u>					
Senior WHO Representative	1	-	6	-	WHO Regular Programme
Senior Nursing Adviser	1	-	6	-	"
Senior Adviser on Sanitary Engineering	1	-	6	-	"
	<u>3</u>	<u>-</u>		<u>-</u>	
<u>Experts Advisory</u>					
Assistant Senior WHO Representative	1		6	-	UN EPTA
Adviser on Maternal and Child Health	1		6	-	" "
Adviser on Admin. to the Ministry of Health	1		6	-	" "
Medical Accountant		1	3	-	" "
Entomologist		1	3	-	" "
Malariologist	1		6	-	" "
	<u>4</u>	<u>2</u>		<u>-</u>	
<u>Experts Operational</u>					
Public Health Officer	1		6	-	UN EPTA Conting.
" " "	1		6	-	"
Epidemiologist		1	3	-	"
	<u>2</u>	<u>1</u>		<u>-</u>	
<u>Experts Operational</u>					
Public Health Officer	1		6	6,000	Congo Fund
" " "	1		6	6,000	" "
" " "	1		6	6,000	" "
" " "	1		6	6,000	" "
Sanitary Engineer	4		6	24,000	" "

POST TITLE	No. of Experts		Duration Per Expert (Months)	\$ Amount Sub-Allotted	Source of Financing
	Posts Filled	Posts Vacant			
<u>Experts Training</u>					
Adviser on Sanitary Engineering	1	-	6	6,000	Congo Fund
Nurse Training Officer	1	-	6	5,150	" "
Public Health Nursing Officer	1	-	6	5,150	" "
Expert on Hospital Administration	1	-	6	5,400	" "
	<u>12</u>	<u>-</u>		<u>69,700</u>	
<u>TOTAL</u>	<u>21</u>	<u>3</u>		<u>69,700</u>	

N.B. A separate sub-allotment for the vacant posts to be financed from the Congo Fund will be issued as soon as funds will become available.

cc: Dr. A. Bellerive, OMS.
Mr. P.C.J. Kien, Chief, Accounts Division, N.Y.

16 mars 1964

193/BCE/64

140-09

BUREAU DE COORDINATION
ECONOMIQUE

A Monsieur le Ministre de la Santé publique
du Gouvernement Central

Léopoldville

Requête émanant de la "New York
University School of Medicine"

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de vous envoyer ci-joint la traduction d'une lettre du Prof. M. Yoeli, professeur-adjoint du Centre Médical de l'Université de New York, adressée à M. T. Idzumbuir, Ministre plénipotentiaire, Mission permanente de la République du Congo aux Nations Unies, lettre que M. Ralph Bunche, qui en a reçu une copie, a retransmise aux Nations Unies au Congo.

Le projet faisant l'objet de cette lettre et qui, comme l'écrit le professeur Yoeli, a pour but de préserver et protéger une région du Congo ayant fourni un instrument précieux à la lutte contre les maladies tropicales, nous semble avoir une très grande importance et nous vous prions de bien vouloir examiner les possibilités d'une mise en œuvre des mesures que vous penserez opportunes pour donner suite à cette requête.

Vous jugerez peut-être utile de vous mettre en contact avec le Dr. Bellerive, Représentant principal de l'Organisation Mondiale de la Santé au Congo, afin de déterminer avec lui si une participation de l'O.M.S. dans ce projet serait souhaitable ou même si son inclusion dans le programme de cette organisation pour le Congo serait à envisager.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous tenir au courant des décisions ou démarches prises par votre Ministère au sujet de cette requête et vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération.

DIRECTION
BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE

P. Tona-Masesa
Directeur-Assistant

A. Succar
Directeur a.i.

c.c.: M. A.G. Gilpin
M. A. Bellerive

INFO. COPY

Don To

File No.

MAR 25 1964

Copy sent to Dr. Bunche for
info. 26/3/64 JF?

L-115/64

9 March 1964

To: Dr. Ralph J. Bunche
Under-Secretary for Special Political Affairs

From: A. G. Gilpin
Deputy Chief, Civilian Operations, ONUC

Subject: WHO Quarterly Report - October/December 1963

..... Attached, for your information, is copy of the Quarterly Report of WHO-Congo for the period October/December 1963.

I would draw your attention to the reference on page 3 to the contribution by ONUC of 240 tons of food for hospitals. This came entirely out of ONUC surplus stocks, in accordance with the arrangements agreed between yourself and Mr. Dorsinville.

cc: Mr. Leonard (with att.)

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

40-09

INTEROFFICE MEMORANDUM

MAR 12 1964

ACTION

Date: 7 March 1964 195

TO: Mr. B. Osorio-Tafall
Chief of Civilian Operations, ONUC

FROM: Ralph J. Bunche
Under-Secretary

SUBJECT:

TO:	Osorio Tafall	FILE NO.:
1		
2		
3	Ches 4 23	
<input type="checkbox"/> - Action Completed <input type="checkbox"/> - Acknowledged <input type="checkbox"/> - No Action Required		
INITIALS		

I transmit herewith, for your information, copies of:

1. letters dated 11 and 13 February 1964 addressed to the Secretary-General by Dr. Candau and
2. my reply of 5 March 1964.

[Handwritten signature]

COPY

- return to
George Sherry

RJB

from W.H. Hamoff

11 February 1964

Dear U Thant,

I should like to bring to your attention a financial problem which has arisen in connection with our Congolese fellows.

I have been following personally and closely the programs of these fellows since the beginning of the courses and I am very pleased with the excellent results which have been obtained so far. Some time ago I decided that it would be necessary to extend the duration of each of the fellowships for an additional period of two-and-a-half months to enable the fellows to complete their theses and obtain their medical diplomas. I regret that this decision was not conveyed to you at an earlier date in view of the need for providing additional funds to finance these extensions.

The costs involved for the extensions for the three groups of fellows are as follows:

Group 1960/63	\$ 41 714
Group 1961/64	36 310
Group 1962/65	11 334
	<u>89 358</u>

In addition, obligations have been incurred during 1963 to cover the costs of a short-term consultant and tutor fees for the 1963/64 scholastic year, amounting to \$ 31 054, for internal travel in France \$ 1799 and for unforeseen medical expenses for the families of fellows in an amount of \$ 3063. In all, the total additional obligations incurred in 1963 amount to \$ 125 274.

The afore-mentioned figures were included in our statements of unliquidated obligations as at 31 December 1963 forwarded to ONUC Leopoldville, but your representative informed us that there is no provision for the additional costs in the Congo Fund and that they cannot therefore be accepted. While it is quite correct that the original amount approved did not provide for the extensions nor for the additional internal travel in France and the unforeseen medical expenses, it did include the fees for a short-term consultant and for tutors, which was part of the original arrangement and has greatly contributed to the success of the programme. These latter costs have been obligated on an annual basis and not for the entire duration of the fellowships.

It is very difficult for us at this stage to find a way of meeting these additional costs and I would appreciate if you could approve these costs as charges to the Congo Fund.

The Secretary-General
United Nations
New York
USA

WORLD HEALTH
ORGANIZATION

Palais des Nations
GENEVA - SWITZERLAND
Télég. : UNISANTE - Genève



Tel. : 22 10 00 - 22 20 00 - 22 40 00

ORGANISATION MONDIALE
DE LA SANTÉ

Palais des Nations
GENEVE - SUISSE
Télég. : UNISANTE - Genève

In reply please refer to :

Veuillez de rappeler la référence :

01/180/11 Congo

13 February 1964

Dear U Thant,

Thank you very much for your letter of 16 January 1964 in reply to mine of 13 December 1963, concerning the WHO programme of assistance to the Republic of the Congo (Leopoldville).

The position concerning the financing of the WHO operational staff has been noted and I can only express my sincere hope that the contributions' target set out in your appeal letter of 10 December 1963 will be fully reached, thereby securing the financing of this staff throughout 1964. Meanwhile, we are gearing our administration of this project in accordance with the plan outlined in my letter to you dated 22 October 1963.

As regards the financing of certain posts under the Expanded Programme of Technical Assistance in the project for advisory health services and training, I can inform you that agreement has already been conveyed to the WHO Representative to the proposal that six posts be financed under the approved EPTA programme and three posts under EPTA contingency allocations, on the clear understanding that the total EPTA allocations to the World Health Organization will be so adjusted as to meet the full costs of those posts. I am now awaiting the decision and formal approval from the Executive Chairman of the Technical Assistance Board.

I am pleased to note that three of the five training posts at present filled can continue to be financed from the Congo Fund, subject to the target being achieved, and I am confident that, at such time as it will be found necessary to fill the two posts now vacant, some ways will be found for financing them.

Your acceptance of the new arrangements concerning subsidies to medical students at Lovanium University is greatly appreciated and I have taken note of the understanding on which this acceptance is based.

U Thant
Secretary-General
United Nations
New York

U Thant
Secretary-General

13 February 1964

The provision which has been included in your statement on "Programme co-ordination and administrative support on technical assistance and operational programmes in the Congo, budget estimates for 1964" appears to cover the posts of the WHO Liaison Unit located in Leopoldville. While it does not seem to cover the two posts of administrative officer and clerk which are located at WHO headquarters in Geneva and which were approved separately by Mr Turner to strengthen the personnel and financial functions relating to our operations in the Congo (Leopoldville), I assume that these two posts will also continue to be reimbursed by the United Nations.

With particular reference to your general comment in the last paragraph of your letter, it has been our practice that our programme in the Congo (Leopoldville) is developed in close consultation between this headquarters and the senior WHO Representative in the Congo, who, in turn, discusses it, when appropriate, with your representatives in Leopoldville. However, I trust that you will have no objection to my continuing to confer with you on any important problem which might arise concerning the overall programme or certain aspects of it which could not be solved at the local level.

Yours sincerely,

M.G. Candau, M.D.
Director-General

5 March 1964

Dear Dr. Candau,

I refer to your letters of 11 and 13 February 1964 to the Secretary-General, which were discussed by Mr. Siegel with the Controller last week. I must advise you that the letter of 11 February has never been received here, but your New York Office was good enough to supply a copy following Mr. Siegel's reference.

Your inquiry of 11 February, relating to additional foreign currency costs for fellowships programmed under the Congo Fund, has been the subject of my cable to you of 3 March.

Concerning your letter of 13 February, I am asked to say on behalf of the Secretary-General that it is also his earnest hope that the minimum goals set for Congo civilian assistance in 1964 can in fact be achieved. He is unable, however, in the light of all the circumstances, to accept new items which would increase the Congo Fund target programme beyond the present approved level. For this reason, the Resident Representative has been asked to apply the policy that any new proposals can be considered only in substitution for existing posts and when new financial implications for the total target level of the Congo Fund are not involved.

It is thus necessary, with regret, to confirm to you that the present total number of medical posts included in the Congo Fund target cannot be increased.

There appears to have been a misunderstanding in the consideration between the Resident Representative and your staff of the matter of overhead cost support in 1964. Considerable and successful effort has been exerted to obtain assured financing for the calendar year 1964 for the WHO administrative unit in the Congo, which directly services your experts. But at no time has any undertaking been envisaged concerning continued reimbursement, after 31 December 1963, of administrative support costs at the Headquarters of your Organization. The WHO is in the same position in this matter as the UN itself; namely, that normal budgetary resources or other conventional extra-budgetary resources will have to be applied to meet continuing needs at Headquarters. As you know, the ONUC budget as a source of funds for meeting part of total additional overhead expenses in 1963 and prior years is no longer available for that purpose in 1964.

Dr. Marcolino G. Candau
Director-General
World Health Organization
Palais des Nations
Geneva, Switzerland

You have referred, in your letter, to a pending confirmation by the Executive Chairman of TAB concerning posts financeable from EPTA funds. My understanding is that a communication on this matter is on its way to you.

It is, of course, good to note the concord in the practice of our organizations as regards the desirability of maximum programme co-ordination through our representatives in Leopoldville. Naturally, the Secretary-General will always be available to you on any important policy problems which might arise in relation to the overall programme.

Sincerely yours,

Ralph J. Bunche
Under-Secretary

cc: Mr. Osorio-Tafall (ONUC) ✓
Mr. Turner - Miss Seymour
Mr. McDiarmid
Mr. Miller
Mr. Sherry